



Débat d'Orientation Budgétaire DOB 2026

- Budget principal
- Budget annexe Direction des Services Numériques
- Budget annexe Foyers des Jeunes Travailleurs
- Budget annexe Locations Immobilières

BUDGET PRINCIPAL

LE CADRE JURIDIQUE : ARTICLE 2312-1 DU CGCT

- « Dans les communes de **3 500 habitants** et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédent l'examen du budget, **un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels** envisagés ainsi que sur la structure et la **gestion de la dette**. Ce rapport donne lieu à **un débat au conseil municipal** (...). Il est pris acte de ce débat par **une délibération spécifique**.
- Dans les communes de plus de **10 000 habitants**, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une **présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs**. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des **dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail**.
- Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait **l'objet d'une publication**. »

CONTEXTE INTERNATIONAL

UNE CROISSANCE MONDIALE RALENTIE

MISE À JOUR DES PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE, JUILLET 2025

PROJECTIONS DE CROISSANCE

(CROISSANCE DU PIB RÉEL, VARIATION EN POURCENTAGE)



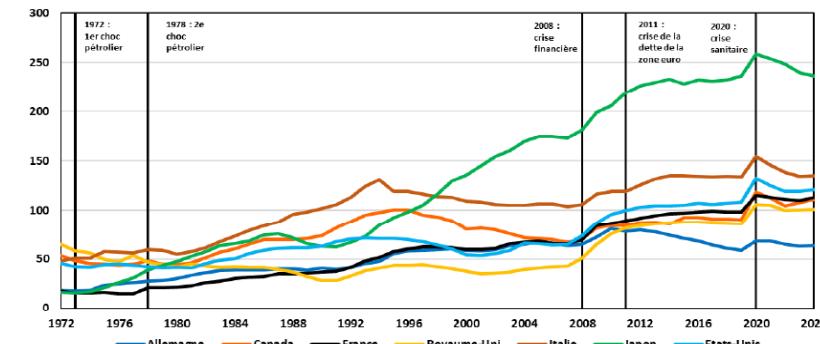
IMF.org/pubs

UNE INFLATION MAÎTRISÉE



DES DETTES PUBLIQUES EN TENSION

Graphique 1 : Dettes publiques brutes (en % du PIB)



Sources : Historical Public Finance Database et base World Economic Outlook d'avril 2025, FMI. Calculs DG Trésor.

VERS UN RETOUR DU PROTECTIONNISME ?

Etats-Unis : droits de douane moyens sur les importations



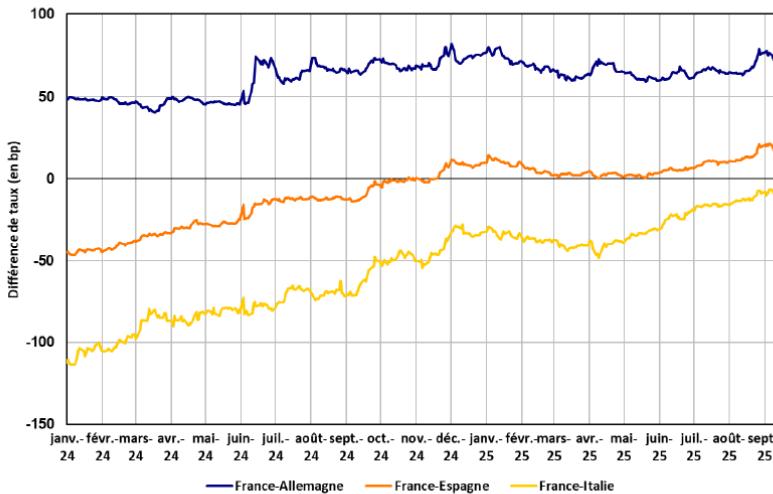
Source: CPR AM, US International Trade Commission, Datastream.

BUDGET PRINCIPAL

LE CONTEXTE INTERNATIONAL ET NATIONAL :

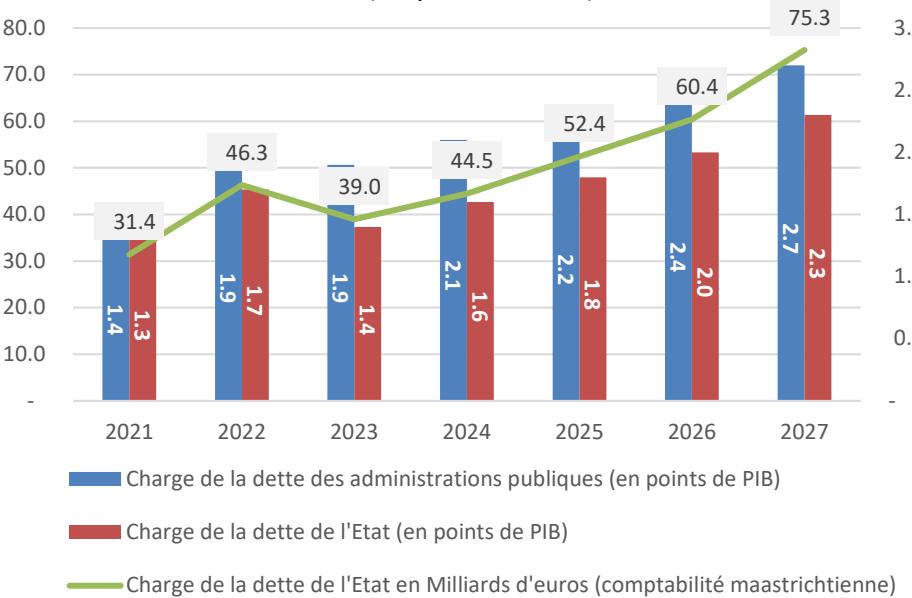
UNE INCERTITUDE INTERNATIONALE ET NATIONALE QUI RENFORCE LES TENSIONS SUR LA DETTE PUBLIQUE

Graphique 3 : Différence de taux d'intérêt à 10 ans de la France avec l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie



Source : Agence France Trésor, au 19 août 2025.

charge de la dette des administrations publiques 2021-2027 (en points de PIB)

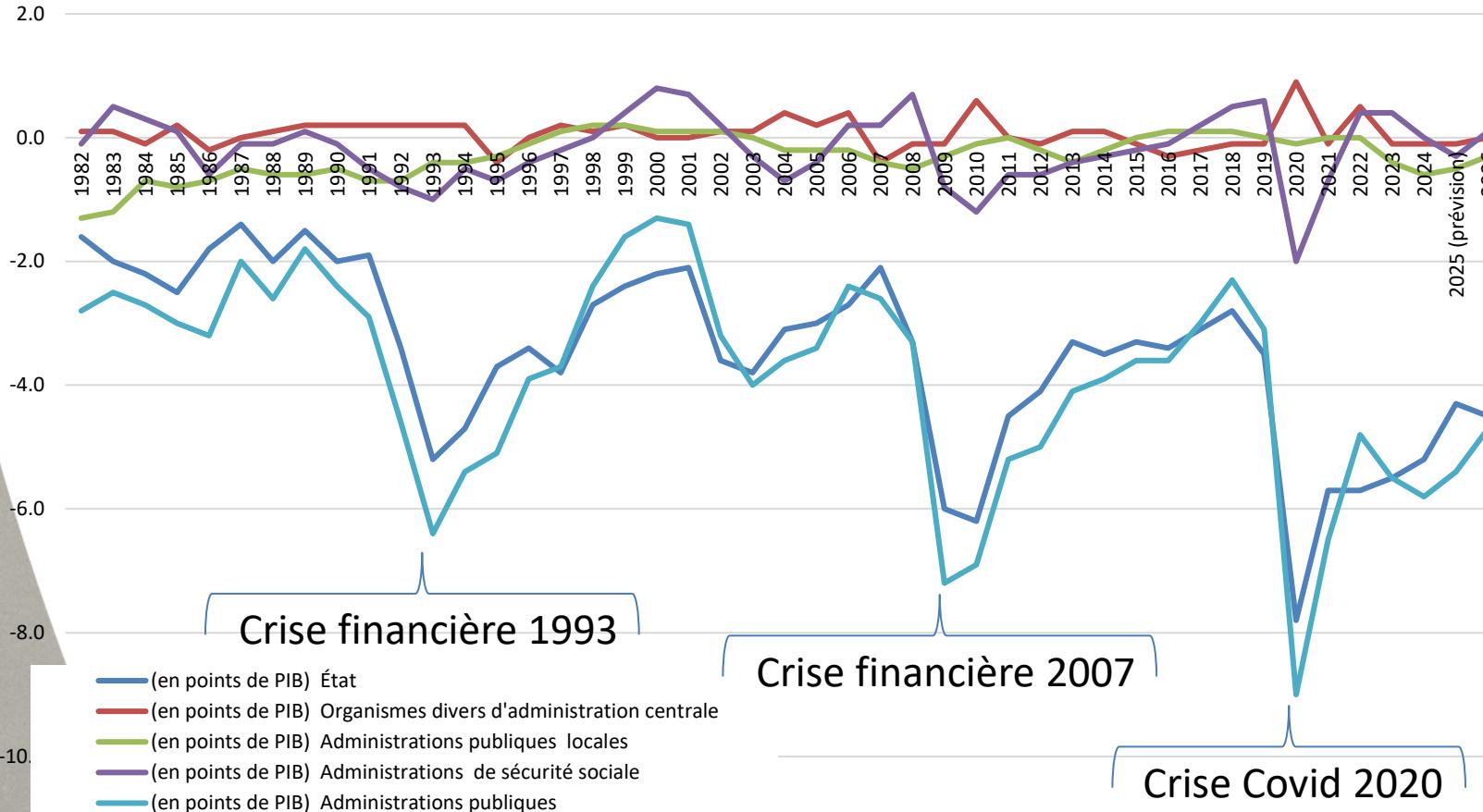


BUDGET PRINCIPAL

LE CONTEXTE NATIONAL :

DES FINANCES PUBLIQUES EN TENSION

Evolution annuelle du déficit public des administrations (en points de PIB : 1982 -2026)



- Un déficit public conséquent ponctué par des crises, avec une faible contribution des collectivités locales ➔ en 2025 : 0.5 points de PIB pour 5,4 points de déficit public (Etat, Sécurité Sociale, Collectivités, etc.)

BUDGET PRINCIPAL

LE CONTEXTE NATIONAL : LES CONSÉQUENCES DE LA SUPPRESSION DE LA TAXE D'HABITATION

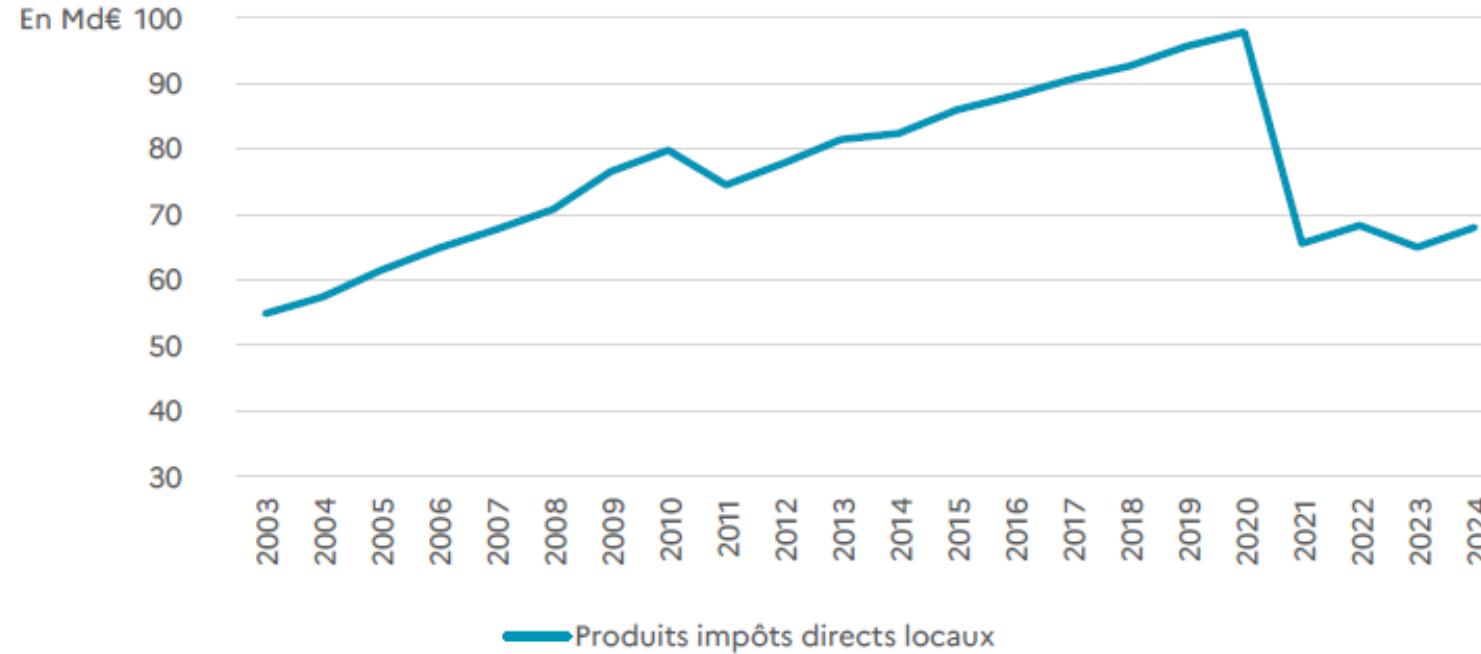


Figure 14 : Évolution du produit des impôts directs locaux entre 2003 et 2024 (en Md€)¹⁶

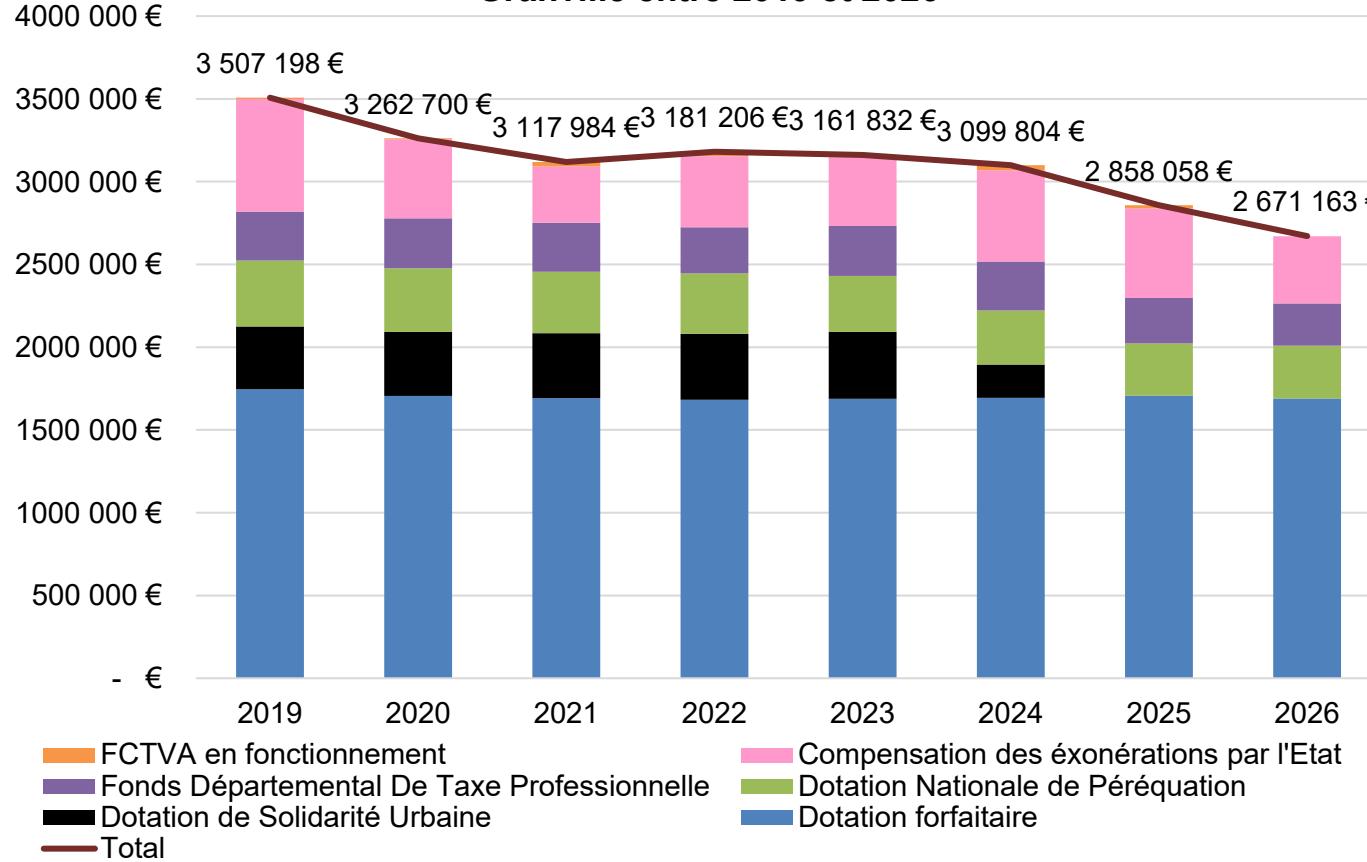
Source : DGCL, Les collectivités locales en chiffres 2025

- Les collectivités locales ont perdu près de 30 milliards d'€ de produit fiscal direct entre 2019 et 2024.

BUDGET PRINCIPAL

L'IMPACT DE LA BAISSE DU SOUTIEN DE L'ETAT POUR LA VILLE DE GRANVILLE

Evolution des principales dotations de l'Etat versées à la Ville de
Granville entre 2019 et 2026



- Entre 2019 et 2025, les principales dotations et aides de l'Etat ont diminué de -650 000 € ou -20%. La baisse pourrait atteindre -835 000 € en 2026

BUDGET PRINCIPAL

LES MESURES DE LA LOI DE FINANCES 2026

CONCERNANT LES COMMUNES COMME GRANVILLE

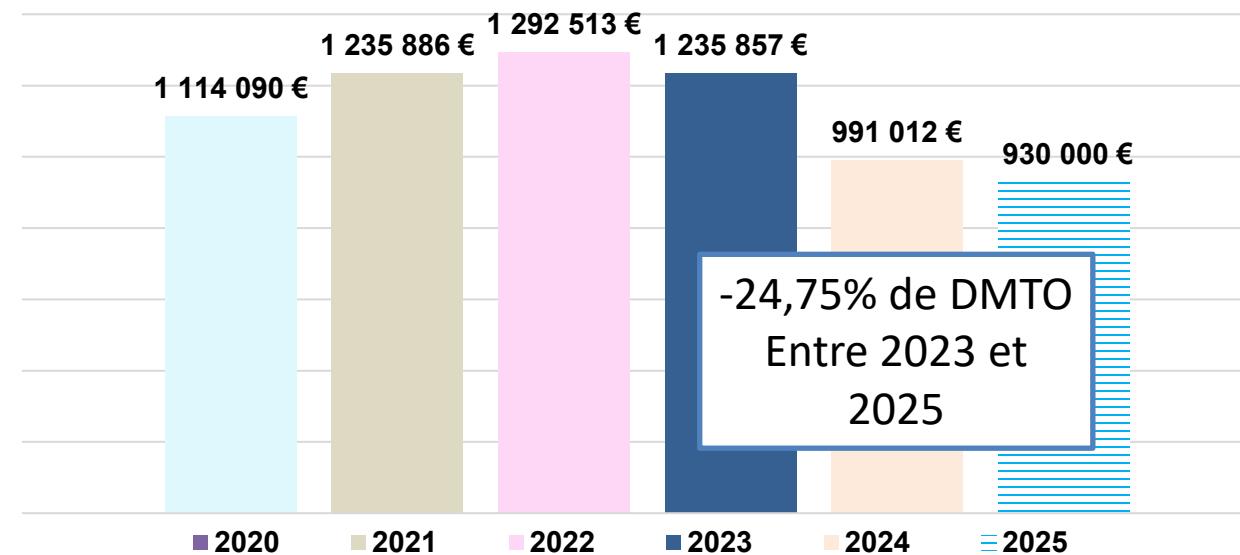
- Augmentation de **+3 points du taux de cotisation de la CNRACL** (180 000 € pour la ville en 2026)
- Suppression du **FCTVA en fonctionnement** (-20 000 €)
- Diminution de l'enveloppe du **FDPTP** (-20 000 €)
- Revalorisation limitée des bases fiscales (+0,9%)
- Stabilité de l'enveloppe de **DGF**
- Baisse de **25% de la compensation de perte TFPB** applicable aux établissements industriels (140 000 €)
- Fusion de la **DETR et de la DSIL** dans un **Fonds d'Investissement des Territoires (FIT)** ciblé pour les communes rurales ou comptant des quartiers prioritaires de la ville.
- Diminution de l'enveloppe du **fonds vert** (650 millions d'€ en 2026 vs. 1,15 milliards € en 2025 et 2,5 milliards € en 2024).
- Vers une diminution imposée de l'épargne communale (-360 000 €)
Et une menace sur les cofinancements des investissements

BUDGET PRINCIPAL

RÉTROSPECTIVE : LES PRINCIPALES

Produit/ Exercice	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025 estimé
Fiscalité Produit communal	10 423 843 €	11 384 656 €	12 589 592 €	12 760 000 €
DGF	2 446 211 €	2 431 091 €	2 220 933 €	2 023 000 €
Produits d'exploitation	4 077 113 €	4 290 032 €	4 394 996 €	4 400 000 €
Attribution de Compensation	1 114 249 €	1 114 249 €	1 114 249 €	1 115 878 €
DMTO droits de mutation	1 292 513 €	1 235 857 €	991 012 €	930 000 €
Recettes du casino (Hors loyer)	908 509 €	999 044 €	981 771 €	975 000 €
Total principales recettes	19 838 595 €	21 454 929 €	22 292 553 €	22 203 878 €

Evolution des droits de mutation par exercice 2020-2025

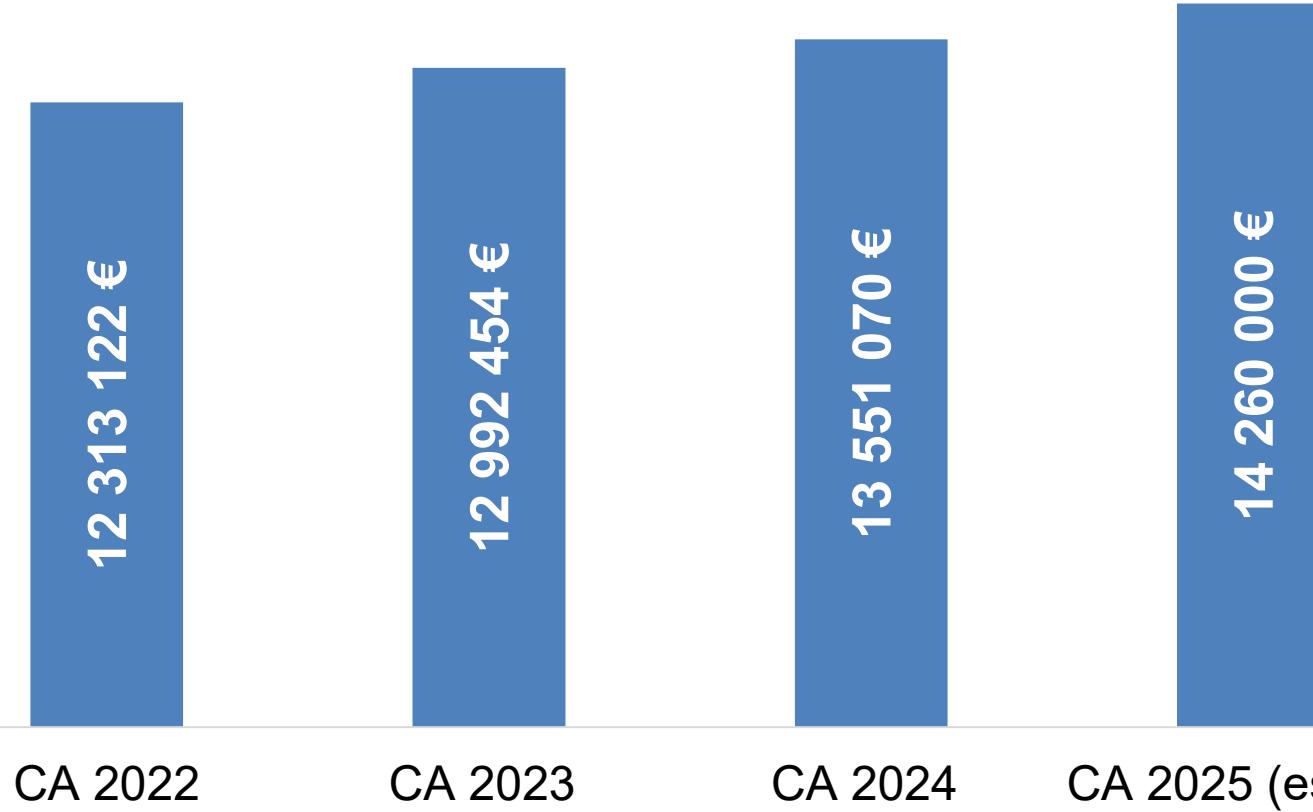


BUDGET PRINCIPAL RÉTROSPECTIVE : LES PRINCIPALES DÉPENSES

Dépenses Réelles de Fonctionnement	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025 (estimé)
011 – Charges à caract. général	4 524 753 €	5 249 203 €	5 243 687 €	4 850 000 €
012 – Dépenses de Personnel	12 313 122 €	12 992 454 €	13 551 070 €	14 260 000 €
014 – Atténuations de produits	24 940 €	17 180 €	49 853 €	20 000 €
65 – Autres charges de gestion	2 173 485 €	2 227 104 €	2 342 154 €	2 850 000 €
66 – Charges financières	330 501 €	357 643 €	336 045 €	280 000 €
67 – Charges exceptionnelles	87 930 €	32 997 €	20 266 €	10 000 €
68 – Dotations aux provisions	6 000 €	4 000 €	4 000 €	15 000 €
Total	19 460 731 €	20 880 581 €	21 547 075 €	22 285 000 €

BUDGET PRINCIPAL RÉTROSPECTIVE : LES DEPENSES DE PERSONNEL

Évolution des dépenses de personnel 2020-2025

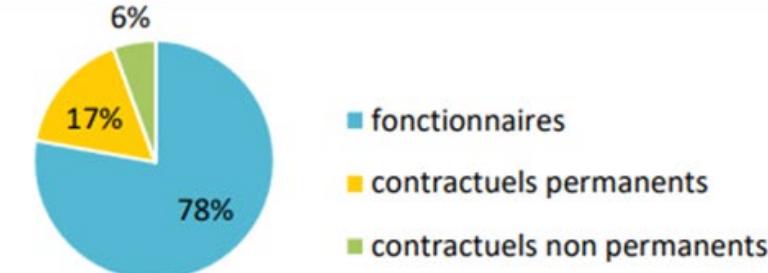


BUDGET PRINCIPAL RÉTROSPECTIVE : LE PERSONNEL

Effectifs

➡ **307 agents employés par la collectivité au 31 décembre 2023**

- > **239** fonctionnaires
- > **51** contractuels permanents
- > **17** contractuels non permanents



➡ **1 contractuel permanent en CDI**

➡ **2 agents sur emploi fonctionnel dans la collectivité**

➡ **Précisions emplois non permanents**

- ⇒ 1 contractuel non permanent recruté dans le cadre d'un emploi aidé
- ⇒ 65 % des contractuels non permanents recrutés comme saisonniers ou occasionnels
- ⇒ Personnel temporaire intervenu en 2023 : aucun agent du Centre de Gestion et aucun intérimaire

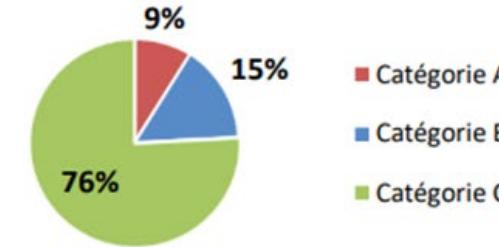
BUDGET PRINCIPAL RÉTROSPECTIVE : LE PERSONNEL

Caractéristiques des agents permanents

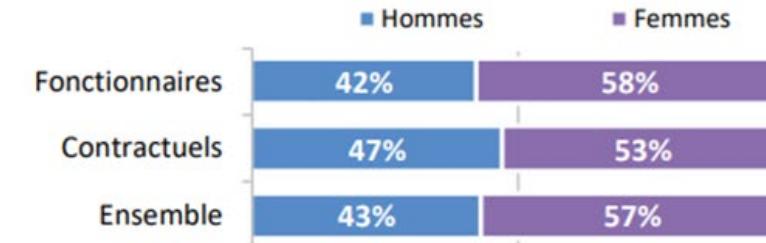
Repartition par filière et par statut

Filière	Titulaire	Contractuel	Tous
Administrative	23%	12%	21%
Technique	53%	49%	52%
Culturelle	8%	4%	7%
Sportive	1%		1%
Médico-sociale	5%		4%
Police	1%		1%
Incendie			
Animation	8%	35%	13%
Total	100%	100%	100%

Repartition des agents par catégorie



Repartition par genre et par statut



Les principaux cadres d'emplois

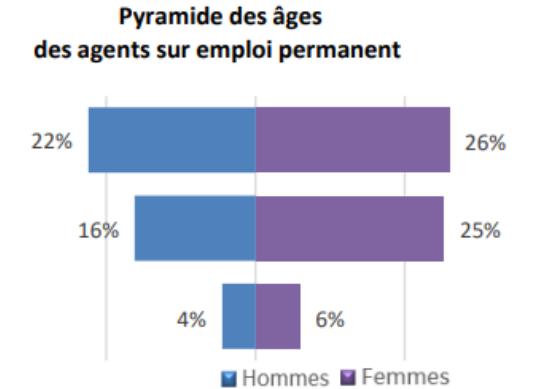
Cadres d'emplois	% d'agents
Adjointes techniques	41%
Adjointes administratifs	12%
Adjointes d'animation	10%
Techniciens	6%
Agents de maîtrise	5%

BUDGET PRINCIPAL RÉTROSPECTIVE : LE PERSONNEL

Pyramide des âges

En moyenne, les agents de la collectivité ont 47 ans

Âge moyen* des agents permanents	
Fonctionnaires	48,99
Contractuels permanents	37,01
Ensemble des permanents	46,88
de 50 ans et +	
de 30 à 49 ans	
de - de 30 ans	
Âge moyen* des agents non permanent	
Contractuels non permanents	36,91



* L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge

Équivalent temps plein rémunéré

314,29 agents en Équivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR) sur l'année 2023

- > 248,50 fonctionnaires
- > 39,90 contractuels permanents
- > 25,89 contractuels non permanents

572 008 heures travaillées rémunérées en 2023

Répartition des ETPR permanents par catégorie



Positions particulières

- > 8 agents mis à disposition dans une autre structure
- > Un agent en congés parental
- > 17 agents en disponibilité
- > Un agent détaché dans la collectivité et originaire d'une autre structure
- > 3 agents détachés au sein de la collectivité

BUDGET PRINCIPAL RÉTROSPECTIVE : LE PERSONNEL

Budget et rémunérations

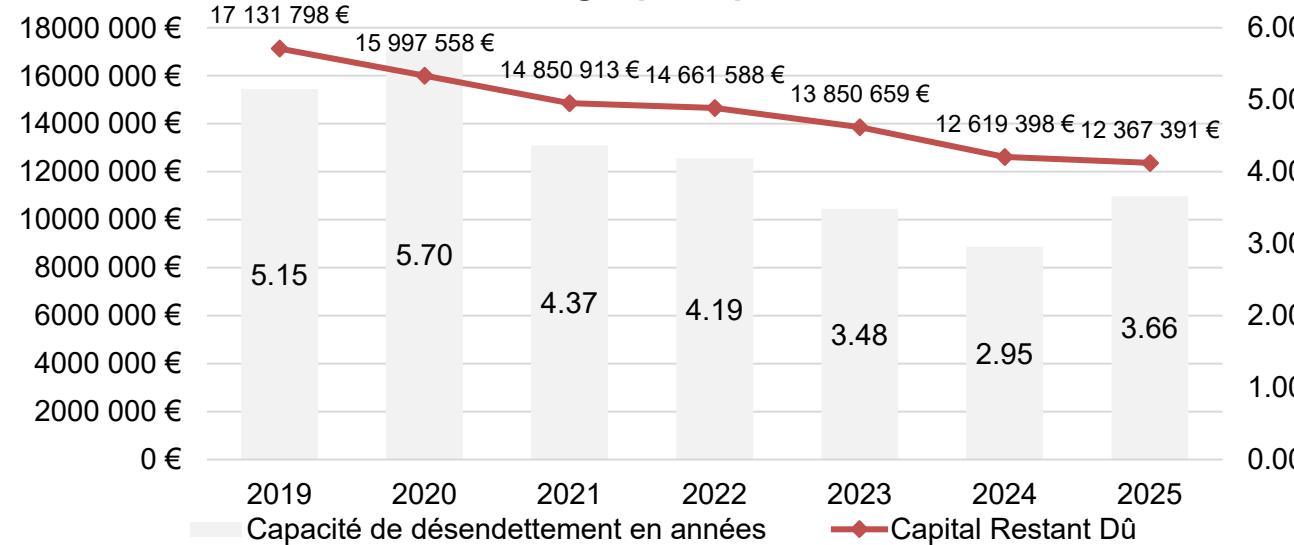
Les charges de personnel représentent 53.73 % des dépenses de fonctionnement

Budget de fonctionnement*	21 547 075 €	Charges de personnel	11 622 346 €	Soit 53,94% des dépenses de fonctionnement
<i>* Montant global</i>				
Rémunérations annuelles brutes - emploi permanent :			8 298 991 €	Rémunérations des agents sur emploi non permanent :
Primes et indemnités versées :	1 166 637 €			506 847 €
IFSE :	878 000 €			
CIA :	0 €			
Heures supplémentaires et/ou complémentaires :	85 341 €			
Nouvelle Bonification Indiciaire :	43 524 €			
Supplément familial de traitement :	65 794 €			
Complément de traitement indiciaire (CTI)	48 955 €			

BUDGET PRINCIPAL RÉTROSPECTIVE : LA DETTE

Compte Administratif Au 31/12/2025	2020	2021	2022	2023	2024	2025 Anticipé
Encours de dette	15 997 558	14 850 913	14 661 588	13 850 659	12 619 398	12 367 391
Capital de la dette	1 134 240	1 146 645	1 189 325	1 210 929	1 231 260	1 252 007
+ Intérêts	381 295	348 150	341 568	374 045	357 661	311 635
= Annuité	1 515 535	1 494 795	1 530 893	1 584 975	1 588 921	1 563 642
Emprunts réalisés	0.00	0.00	1 000 000	400 000	0.00	1 000 000

Évolution de la dette et de la capacité de désendettement du budget principal 2019-2025

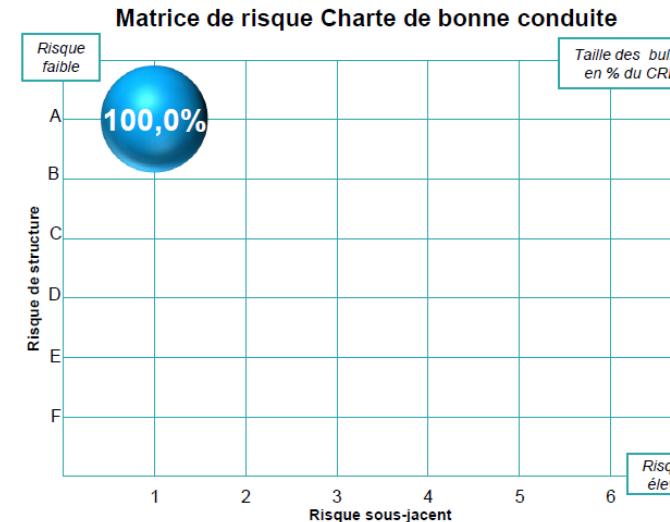


Désendettement communal de la ville de Granville : 2020-2025 au 01/01/N

2020	2021	2022	2023	2024	2025	Total
-1 134 240 €	-1 146 645 €	- 189 325 €	- 810 929	- 1 231 260 €	- 252 007 €	- 4 764 407 €

BUDGET PRINCIPAL RÉTROSPECTIVE : LA DETTE

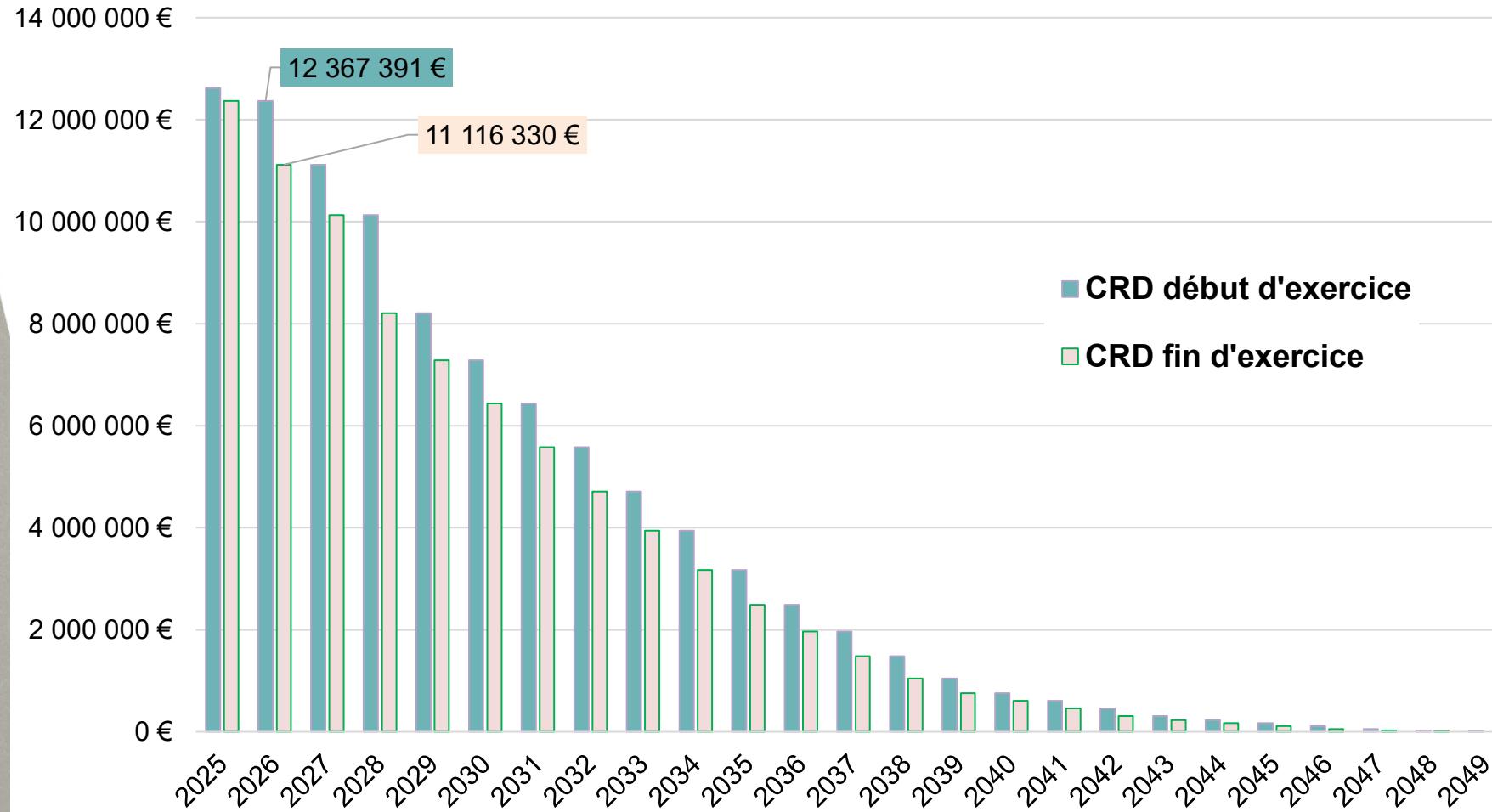
Synthèse de la dette du budget principal au 31/12/20245				
Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx, Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
12 367 391 €	2,21%	11 ans et 6 mois	6 ans et 3 mois	21
<i>État généré au 31/12/2025</i>				



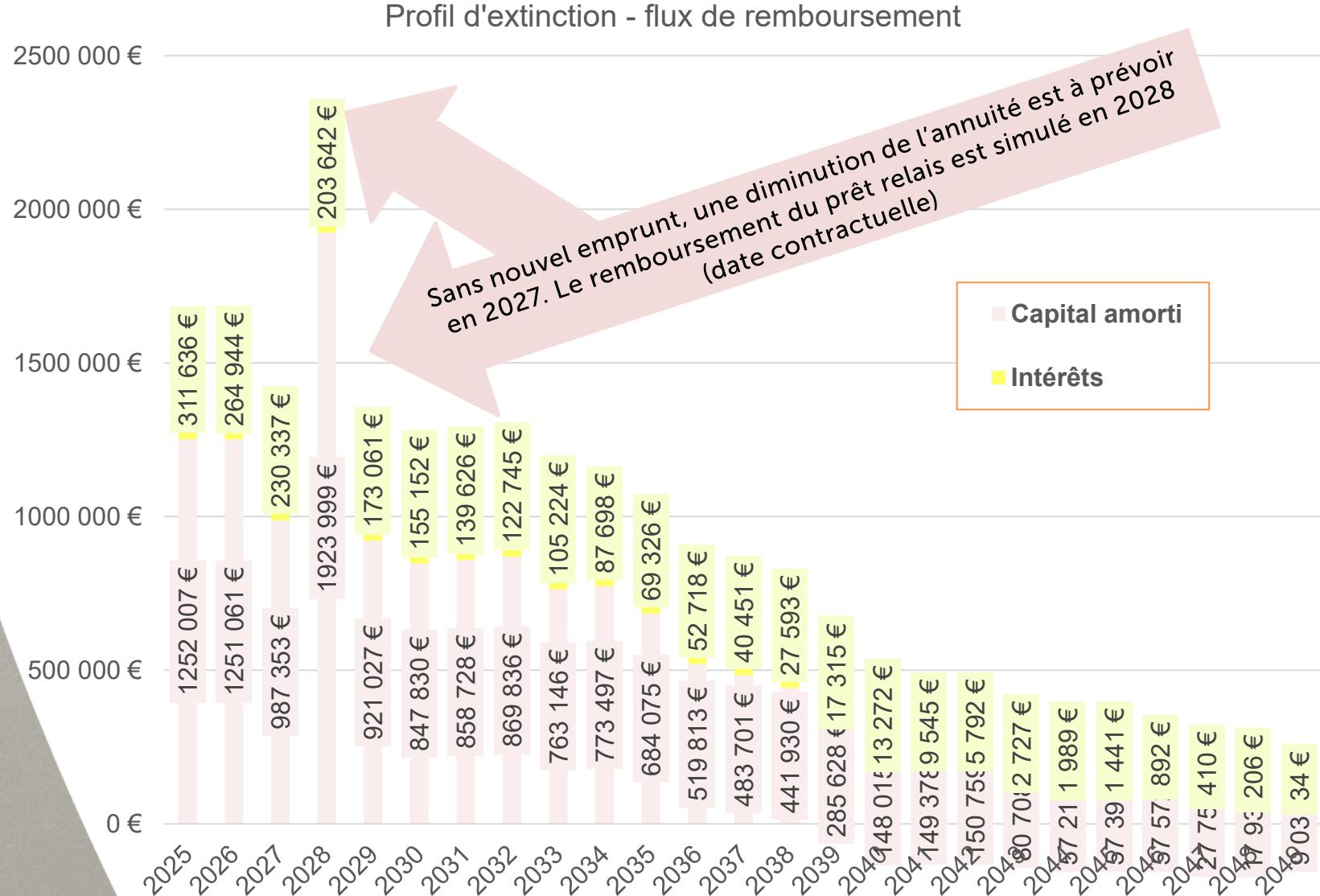
Afin d'aider les emprunteurs publics à mieux appréhender les risques sur leurs emprunts, une Charte de Bonne Conduite (charte Gissler) a été établie par le Ministère des Finances, avec les différentes associations d'élus et les banques. Pour les collectivités, cette charte est aujourd'hui reprise dans la circulaire du 25 juin 2010 qui remplace celle de 1992 sur le recours aux produits dérivés. Elle propose de classer les emprunts selon leur degré de risque : de 1A pour les moins risqués (emprunts taux fixes et variables classiques) à 6F (ex : emprunts libellés en francs suisses).

BUDGET PRINCIPAL RÉTROSPECTIVE : LA DETTE

Profil d'extinction de la dette du budget principal



BUDGET PRINCIPAL RÉTROSPECTIVE : LA DETTE



BUDGET PRINCIPAL

RÉTROSPECTIVE : LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

Épargne Communale	2020	2021	2022	2023	2024	CA 2025 (Anticipé)
Recettes réelles de gestion	21 930 471	22 195 977	22 810 748	24 854 996	25 803 712	25 650 100
Dépenses réelles de gestion	18 829 479	18 571 700	19 036 300	20 489 941	21 190 764	21 995 000
Excédent Brut Courant	3 100 992	3 624 277	3 774 448	4 365 055	4 612 948	3 655 100
Produits exceptionnels	536 437	137 509	946 987	10 504	2 436 736	2 575 000
<i>dont cessions de biens</i>	428 757	9 600	794 961	10 500	2 422 318	2 560 000
Charges exceptionnelles	75 086	70 924	96 930	32 997	20 266	10 000
Épargne de Gestion (hors cessions)	3 139 270	3 683 012	3 832 544	4 332 061	4 607 100	3 660 100
Résultat financier	-330 764	-281 786	- 330 464	-357 643	-336 045	-280 000
Épargne brute (hors cessions)	2 808 506	3 401 227	3 502 080	3 974 419	4 271 054	3 380 100
- capital de la dette	1 135 269	1 150 755	1 189 325	1 210 929	1 231 260	1 252 000
Épargne nette (hors cessions)	1 673 237	2 250 472	2 312 755	2 763 490	3 039 794	2 128 100

PROSPECTIVE 2026

FONCTIONNEMENT

2025/2026 - UNE CONJONCTION DE MESURES CONTRAINTES ET NÉGATIVES

Section	Durée de la mesure	Origine de la mesure	Mesure	Variation annuelle	En %
Fonctionnement	Conjoncturelle	hors PLF/PLFSS 2025	Baisse DMTO	- 50 000 €	-5%
			Perte de la DSU	- 402 000 €	-100%
			URSSAF 1%	- 60 000 €	-0,4%
	Structurelle	PLFSS 2025	Cotisation CNRACL	- 360 000 €	-3%
			-25 % TFPB locaux industriels	- 140 000 €	-25%
		PLF 2026	FDPTP	- 40 000 €	-14%
			FCTVA de fonctionnement	- 30 000 €	-100%
			Gel de la DGF	- 20 000 €	-1%
Total fonctionnement				- 1 102 000 €	-4%

Investissement	PLF 2026	Structurelle	Fusion DETR et DSIL en FIT	À chiffrer	-10%
			Baisse fonds Vert (-60%)	- 200 000 €	-67%
			Total investissement	-200 000 €	-5%

Impact cumulé estimé des mesures ou effets négatifs, contraints et subis en 2025/2026	1 302 000€
En % des recettes réelles de fonctionnement 2025	- 5 %

BUDGET PRINCIPAL PROSPECTIVE : LES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

❖ Les principales variations :

- Une progression limitée du produit fiscal sous l'effet de la **revalorisation des bases fiscales** (+0,9% ou **+125 000 €**)
- Une prévision de légère amélioration des droits de mutations (**+25 000 €**)
- Une baisse des dotations et du FCTVA de fonctionnement (- **60 000 €** de FDPTP, du FCTVA et de la dotation forfaitaire, - **140 000 €** de compensation de TFPB pour les locaux industriels)
- Une stabilité des **produits des services**, notamment avec un meilleur produit du stationnement en lien avec les travaux du centre-ville
- La variation totale **Recettes Réelles de Fonctionnement 2026**
 - **-404 000€** ou **-1,6%** du **CA 2025** estimé (+157 500€ ou +0,6% du BP 2025)

BUDGET PRINCIPAL

PROSPECTIVE : LES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

Recettes Réelles de Fonctionnement	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025 (estimé)	DOB 2026
013 – Atténuations de charges	142 144 €	197 087 €	204 371 €	185 000 €	175 000 €
70 – Produits des services	4 077 113 €	4 290 032 €	4 394 996 €	4 400 000 €	4 350 000 €
73 – Impôts et taxes	14 308 997 € (en M14)	1 881 151 €	1 887 676 €	1 900 000 €	1 871 000 €
731 – Imposition directe		13 480 278 €	14 428 267 €	14 550 000 €	14 575 000 €
74 – Dotations et participations	3 905 628 €	3 947 295 €	3 910 200 €	3 800 000 €	3 475 000 €
75 – Autres produits de gestion	376 866 €	1 049 495 €	903 788 €	800 000 €	785 000 €
76 – Produits financiers	37 €	58 €	67 414 €	100 €	100 €
77 – Produits exceptionnels	150 276 €	4 €	14 418 €	15 000 €	15 000 €
78 – Reprise de provisions	1 750 €	9 600 €	7 000 €	15 000 €	15 000 €
Total recettes de fonctionnement	22 962 811 €	24 855 000 €	25 818 129 €	25 665 100 €	25 261 100 €

BUDGET PRINCIPAL

PROSPECTIVE : LES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

- Les principales variations :
 - Une inflation limitée des charges à caractère général et des autres charges de gestion courante (+2,1% ou **+ 100 000 €** par rapport au **CA 2025** et **-205 000 €** ou -4,1 % par rapport au BP 2025)
 - Une évolution des **dépenses de personnel** (voir infra): **+ 160 000 €** par rapport au **CA 2025** estimé (+1,1%) et **+ 390 000 €** par rapport au BP 2025 (+2,8%).
- Variation totale **Dépenses Réelles de Fonctionnement 2026**
 - **+ 360 000 €** ou **+1,6 %** du **CA 2025** estimé (+160 000 € ou +0,7 % par rapport au BP 2025)
- Pour atténuer cette évolution contrainte des dépenses et recettes, afin de préserver la capacité d'autofinancement ➔ un plan pluriannuel de fonctionnement est mis en œuvre.

BUDGET PRINCIPAL

PROSPECTIVE : LES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

FOCUS DÉPENSES DE PERSONNEL

De nombreux **éléments qui s'imposent** à la collectivité et viennent impacter la masse salariale en 2026. Il s'agit :

- De l'augmentation de 3 points du taux de cotisation de la CNRACL, imposée par le projet de loi de finances de la sécurité sociale pour 2025 (PLFSS 2025), et qui pourrait représenter une dépense annuelle, nouvelle, structurelle et contrainte de **+180 000 € (+1.3% du compte administratif prévisionnel 2025)** ;
- Cette augmentation imposée représente 720 000 € étalés sur quatre exercices (2025-2028). En 2025 et 2026 la dépense subie s'élève **+360 000 € ou +2.3% des dépenses de personnel (sur la base du compte administratif prévisionnel 2025)**.
- De l'évolution de l'indemnité de fonction, de sujexion et d'expérience (IFSE) dont l'impact budgétaire prévisionnel total est estimé à 325 000 € avec un lissage pluriannuel entre 2024 et 2027. Il s'agit d'une **volonté politique de valorisation du régime indemnitaire des agents, principalement de catégorie C**.
- Du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) et des revalorisations réglementaires du SMIC estimés à **+60 000€** ;
- Par ailleurs, de nouvelles actions et missions sont prises en compte dans cette prévision budgétaire :
 - 2 animateurs pour la Résidence inclusive et intergénérationnelle pour 48 000 € (compensés en totalité par l'attribution d'une subvention du Département de la Manche et par la Caisse Nationale de Solidarité d'Autonomie CNSA) .

En 2026, les dépenses de personnel pourraient donc atteindre 14 460 000 € (vs. 14 030 000 €/BP 2025 et 14 260 000 €/CA 2025) soit **+2,8%/BP 2025 et +1,1%/CA 2025**.

Pour limiter la dégradation structurelle de l'épargne, le chapitre 012 devrait progresser autant que l'inflation annuelle, soit de **+1,3% en 2026**

BUDGET PRINCIPAL

PROSPECTIVE : LES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

Dépenses Réelles de Fonctionnement	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025 (estimé)	DOB 2026
011 – Charges à caract. gén.	4 524 753 €	5 249 203 €	5 243 687 €	4 850 000 €	4 950 000 €
012 – Dépenses de Personnel	12 313 122 €	12 992 454 €	13 551 070 €	14 260 000 €	14 420 000 €
014 – Atténuations de produits	24 940 €	17 180 €	49 853 €	20 000 €	40 000 €
65 – Autres charges de gestion	2 173 485 €	2 227 104 €	2 342 154 €	2 850 000 €	2 900 000 €
66 – Charges financières	330 501 €	357 643 €	336 045 €	280 000 €	270 000 €
67 – Charges exceptionnelles	87 930 €	32 997 €	20 266 €	10 000 €	50 000 €
68 – Dotations aux provisions	6 000 €	4 000 €	4 000 €	15 000 €	15 000 €
Total	19 460 731 €	20 880 581 €	21 547 075 €	22 285 000 €	22 645 000 €

PROSPECTIVE INVESTISSEMENT LES DÉPENSES

ACTUALISATION ET BILAN DU PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT



PPI 2022-2025							
Axe stratégique	N° Opération	Opération PPI	PPI 2022-2025 (proposé DOB 2025)	PPI 2022-2025 Réalisation Finale	Taux de réal.		
Agir en faveur de la transition écologique et du développement durable	1010	Mobilités douces (itinéraires cyclables)	621 792 €	526 765 €	85%		
	Sans n°	Pôle d'échange Multimodal*	0 €	50 000 €	N.A		
	202002	Eclairage public durable	964 644 €	960 461 €	100%		
	1017	Voie Douce (opération débutée en 2021)	1 366 912 €	1 279 166 €	94%		
	1005	Rénovation énergétique des bâtiments municipaux	1 385 628 €	1 279 165 €	92%		
	Total transition et développement durable		4 338 976 €	4 095 557 €	94%		
Améliorer et adapter les services publics pour l'intérêt général	1001	Investissements sportifs	1 210 190 €	1 176 311 €	97%		
	1014	Espace Pierre et Marie Curie	2 700 970 €	3 044 555 €	113%		
	1006	Systèmes d'information	2 008 438 €	1 710 111 €	85%		
	1002	Investissements Techniques (matériels et divers)	1 196 741 €	1 196 005 €	100%		
	1007	Investissements culturels	330 250 €	342 831 €	104%		
	1013	Budget Participatif	85 000 €	74 515 €	88%		
	1003	Travaux sur les bâtiments municipaux	1 957 584 €	1 721 877 €	88%		
	Total service public et intérêt général		9 489 173 €	9 266 204 €	98%		
Favoriser le vivre-ensemble par l'aménagement du territoire	1004	Espaces publics durables (voie, réseaux et esp. verts)	3 786 680 €	3 566 720 €	94%		
	1012	Centre-Ville	5 345 641 €	5 690 816 €	106%		
	1016	Requalification du quartier Saint-Nicolas	327 668 €	94 747 €	29%		
	Total vivre-ensemble et territoire		9 459 989 €	9 352 284 €	99%		
Valoriser le patrimoine des Granvillais	202005	Halle au Blé	379 193 €	370 491 €	98%		
	201902	Logis du roi	332 330 €	319 917 €	96%		
	200204	Falaises	2 072 697 €	1 981 899 €	96%		
	1008	Chausey	509 544 €	465 378 €	91%		
	Sans n°	Maison du Carnaval*	140 000 €	140 000 €	100%		
	1015	AVAP	78 992 €	99 624 €	126%		
	1011	Edifice Saint-Paul*	471 992 €	482 746 €	102%		
	202004	Archipel/Casino	949 283 €	1 005 544 €	106%		
	Total valorisation du patrimoine granvillais		4 934 031 €	4 865 599 €	99%		
Total dépenses PPI TTC			28 222 169 €	27 579 644 €	98%		
Recettes PPI Subventions + FCTVA			8 988 557 €	8 869 824 €	99%		
Coût Net PPI TTC			19 233 612 €	18 709 820 €	97%		



PROSPECTIVE BUDGET 2026

INVESTISSEMENT

LES DÉPENSES

PPI 2022-2025 ET BP 2026

LES OPÉRATIONS 2026

N° Opération	Libellé	Dépenses Prévisions
1001	Investissements sportifs	333 000 €
1002	Investissements du Centre Technique Municipal	505 500 €
1003	Investissements des Bâtiments Publics	937 900 €
1004	Investissements sur l'Espace Public	1 013 500 €
1005	Investissements de l'Eclairage Public	322 000 €
1006	Investissements des Systèmes d'Information	-
1007	Investissements Culturels	95 100 €
1008	Investissements Chausey	25 000 €
1010	Mobilités Durables	50 000 €
1011	Saint-Paul	1 350 000 €
1012	Requalification du Centre-Ville	650 000 €
1013	Budget Participatif	-
1014	Pôle Socio-Culturel et Associatif P.M. Curie	334 600 €
1015	AVAP	5 000 €
1016	Investissement Quartier Saint-Nicolas	270 000 €
1017	Rénovation énergétique des bâtiments	26 000 €
2002-04	Falaises	611 000 €
2019-02	Logis du Roi	-
2020-04	Archipel	-
2020-05	Halle au Blé	1 200 000 €

Total - dépenses d'opération 2026

7 728 600 €

PROSPECTIVE BUDGET 2026

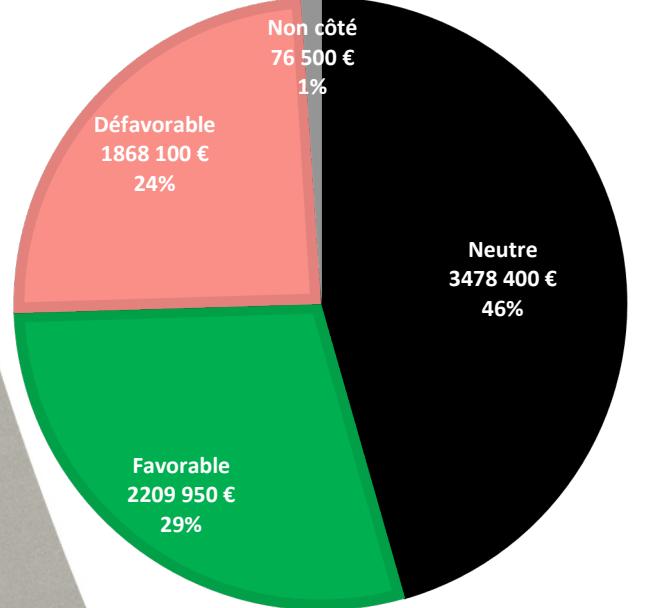
INVESTISSEMENT

BUDGET VERT

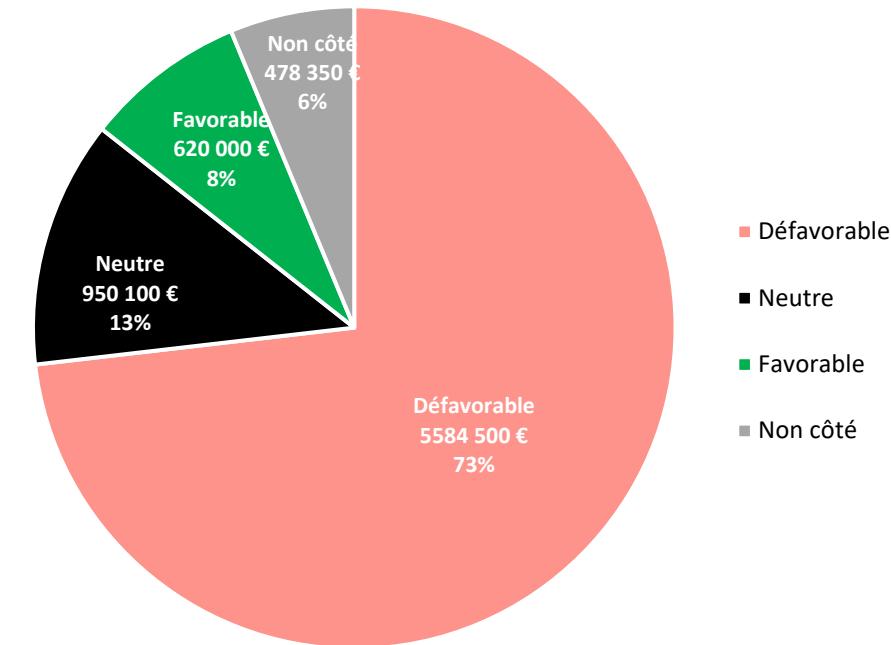
Budget vert : Prévisions 2026

Pour le BP 2026, l'analyse définitive n'est pas encore disponible mais elle permet de donner une première orientation :

Pour l'axe 1, atténuation



Pour l'axe 6, biodiversité



PROSPECTIVE BUDGET 2026

INVESTISSEMENT

LES RECETTES

RECETTES D'INVESTISSEMENT 2026

ET FOCUS CESSIONS IMMOBILIERES	
Recettes (hors CAF et emprunt)	Montant
FCTVA	1 250 000 €
Subventions d'équipement (BP + Reports)	2 000 000 €
Produit des cessions	200 000 €
Taxe d'aménagement et autres produits	100 000 €
Total	3 550 000 €

	2021	2022	2023	2024	2025	BP 2026
Cessions	9 600 €	794 961 €	10 500 €	2 422 318 €	2 560 000 €	200 000 €

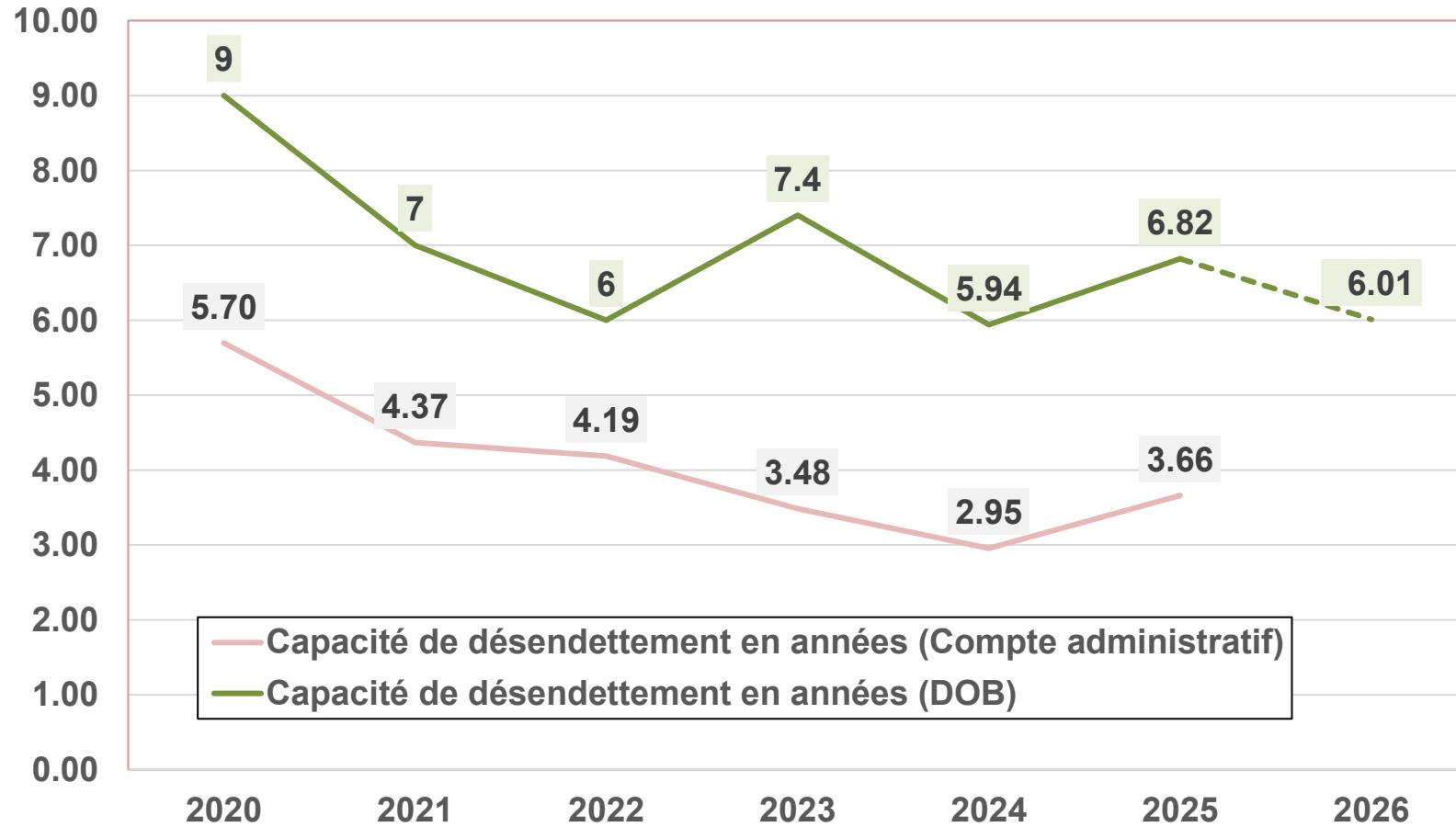
LE BESOIN DE FINANCEMENT

Détermination du besoin de financement	CA 2024	CA 2025	DOB 2026
Dépenses réelles d'investissement (dette + dépenses réelles d'équipement)	11 868 148 €	10 752 000 €	10 253 350 €
Recettes réelles d'investissement hors emprunt (FCTVA + Subv. + Taxes + cessions immobilières)	6 886 866 €	7 671 555 €	3 550 000 €
Besoin de financement des investissements	4 981 282 €	3 080 445 €	6 703 350 €
Épargne brute (hors cessions)	4 271 054 €	3 380 100 €	2 616 100 €
Détermination du besoin de financement (avant emprunt)	710 228 €	-299 655 €	4 087 250 €

Détermination du besoin de financement 2026	
Emprunt prévisionnel 2025 avant affectation du résultat	+5 600 000 €
Remboursement annuel capital d'emprunt 2026	-2 255 000 €
Besoin de financement 2026	=3 345 000 €

PROSPECTIVE LA DETTE₆

Capacité de désendettement en années 2020-2026
(comparaison DOB et compte administratif)



RATIOS DE SYNTHÈSE

Ratios	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025 estimé	DOB 2025 rappel	DOB 2026 estimé	CA 2024 Strate
Dépenses brutes de personnel/DRF	61,88%	62,28%	63,27%	62,22%	62,89%	63,99%	62,31%	63,68%	58.44%
Dépenses nettes de personnel/DRF	(51,56%)	(52,44%)	(54,59%)	(53,73%)	(53,94%)	(54,07%)	(52.49%)	(53,91%)	(NA)
DRF/hab.	1 455 €	1 433 €	1 476 €	1 578 €	1 623 €	1 656 €	1 696 €	1 683 €	1 403 €
RRF/hab.	1 667 €	1 689 €	1 741 €	1 879 €	1 944 €	1 907 €	1 878 €	1 847 €	1 622 €
Épargne brute/hab.	212 €	257 €	266 €	300 €	322 €	251 €	181 €	197 €	218 €
Taux d'épargne brute	12,72%	15,20%	15,80%	16,00%	16,54%	13.17%	9.63%	10,36%	13.44%
Épargne nette (hors cessions)/hab.	126 €	170 €	175 €	209 €	229 €	158 €	86 €	101 €	121 €
Dette/hab.	1 208 €	1 121 €	1 112 €	1 047 €	950 €	919 €	1 227 €	1 168 €	988 €
Variation Dette/hab.	- 86 €	- 87 €	- 14 €	- 61 €	- 93 €	- 31 €	445 €	249 €	0.33 €
Capacité de désendettement (années)	5,70	4,37	4,19	3,48	2,95	3,66	6.82	6,01	4,53
Dépenses d'équipement/hab.	237 €	313 €	432 €	410 €	615 €	706 €	828 €	594 €	388 €

BUDGET ANNEXE DSN 2026

Section de fonctionnement – budget DSN 2026					
Chapitre	Dépenses de fonctionnement	Montant	Chapitre	Recettes de fonctionnement	Montant
011	Charges à caractère général	671 000 €	75	Ville de Granville	947 000 €
012	Dépenses de personnel	491 500 €		GTM	778 000 €
65	Autres charges de gestion	251 000 €		Donville-les-bains	110 000 €
042	Dotations amortissements	676 000 €	70	Office de Tourisme	81 000 €
				SMAAG	39 000 €
				CCAS (dont les Herbiers)	81 000 €
				EPIC Archipel	52 000 €
				SIVU Camping	2 000 €
Total dépenses		2 090 000 €	Total recettes		2 090 000 €

Section d'investissement – budget DSN 2026					
Chapitre	Dépenses d'investissement	Montant	Chapitre	Recettes D'investissement	Montant
20	Immo.incorporelles	390 000 €	040	Op d'ordre de trans.	
21	Immo. corporelles	390 000 €	16	Emprunt	
Total dépenses		780 000 €	Total recettes		780 000 €

BUDGET ANNEXE FJT 2026

- 171 logements pour 218 lits :
 - deux FJT granvillais (Saint-Nicolas et Le Roc)
 - trois foyers «soleils» (Bréhal, Villedieu, La Haye-Pesnel)
- Un équilibre budgétaire qui s'élève à **1 955 000 €** en fonctionnement et **160 000 €** en investissement .
 - Les principales recettes de fonctionnement :
 - Les recettes locatives (887 000 €);
 - Les recettes liées aux prestations de services dont repas (470 000€)
 - Les subventions du département (165 300 €), de la Ville (110 000 €) et de la CAF (140 000 €)
- Les principales dépenses de fonctionnement :
 - Les dépenses de personnel (800 000 €)
 - Les loyers versés aux bailleurs (276 000 €)
 - Le coût des repas (310 000 €)
- L'investissement (160 000 €) : il comprend le renouvellement planifié du mobilier et la réfection des chambres. Il est financé par l'épargne du budget et le FCTVA.

BUDGET ANNEXE LOCATIONS IMMOBILIÈRES 2026

- Un **budget** pour les **activités assujetties à la TVA** (les inscriptions sont effectuées hors taxe).
- Un équilibre budgétaire qui s'élève à 100 000 € en fonctionnement et 90 000 € en investissement.
- **Les recettes de fonctionnement** comprennent :
 - Les **locations de cabines de bain** (52 000 €);
 - Les **locations de salles** (33 000 €);
 - La **location de locaux commerciaux** (8 500 €) Certaines **occupations du domaine public** (5 000 €)
- **Les dépenses de fonctionnement** comprennent :
 - les **fluides et charges de gestion** (68 000 €)
 - La **quote-part du personnel communal affecté** aux activités de location (19 000 €)

Synthèse budget principal Les principales orientations budgétaires pour l'exercice 2026

- Une **dégradation attendue de l'épargne communale** en raison de la contribution au redressement des comptes publics de la Nation.
- **Une dette maîtrisée.**
- Un budget d'investissement de transition entre la fin du programme pluriannuel d'investissement 2022-2025 et l'attente d'une nouvelle programmation.
- La poursuite de la **budgetisation verte des investissements communaux.**

Merci pour votre attention